

# LE SOFT ET LE HARD POWER CHINOIS EN AFRIQUE

---

TANGUY STRUYE DE SWIELANDE

SI ON RETIENT souvent de la présence chinoise en Afrique son volet économique, il est toutefois important d'observer que la politique chinoise est plus complexe et déploie d'autres moyens sur le continent qu'on mentionne beaucoup moins, mais qui font pourtant partie intégrante de la stratégie chinoise. Cet article propose d'analyser deux de ces aspects : la puissance douce et la présence militaire.

## 1. LA PUISSANCE DOUCE

Face aux accusations de piller l'Afrique et à l'image négative auprès d'une partie des Africains, la Chine essaie de s'adapter très rapidement et fait preuve de plus de flexibilité et de réflexion. Elle recourt de plus en plus à la puissance douce. La puissance re-

pose aujourd'hui moins sur la seule domination militaire, se concentrant au contraire sur plusieurs échiquiers, militaire certes, mais également économique, politique, médiatique, culturel et symbolique. Pour Nye, « *le pouvoir de cooptation – la capacité d'orienter ce que les autres veulent – dépend souvent de l'attrait qu'exercent sur les autres peuples une culture et une idéologie, ou encore de la capacité à manipuler le calendrier des choix politiques de manière à ce que les acteurs ne puissent exprimer certains de leurs désirs uniquement parce qu'ils apparaissent irréalistes* »<sup>1</sup>. La diplomatie publique fait aujourd'hui partie intégrante de la politique étrangère chinoise. Et même si la politique de *soft power* menée par la Chine manque encore parfois de cohérence, elle se dé-

---

1. Nye Jr, J., *Le Leadership américain : quand les règles du jeu changent*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1992, p. 241.

veloppe à grand pas. Au 16<sup>ème</sup> Congrès en 2002, le chef de la propagande Liu Yunshan remarque : « *the power of culture is becoming an important component in integrating national power and international competitiveness* »<sup>1</sup>. Deux ans plus tard, une division « diplomatie publique » est établie au sein du ministère des Affaires étrangères. En janvier 2006, le président Hu Jintao déclare : « *the enhancement of China's international status and international influence must be reflected both in hard power including the economy, science and technology, and national defense power and in soft power such as culture* »<sup>2</sup>. En 2007, le Livre Blanc sur la politique étrangère fait explicitement référence au *soft power* et lors du 17<sup>ème</sup> Congrès du Parti communiste Chinois, le président Jintao encourage la Chine « *to enhance culture as part of the soft power of our country to better guarantee the people's basic cultural rights and interests* »<sup>3</sup>.

En Afrique cette politique se traduit dans les faits sous plusieurs angles. La visite régulière de hauts dignitaires chinois permet de jouer la carte de la diplomatie personnelle, qui reste très importante en relations internationales (malgré les moyens de communication modernes). Le président Hu Jintao visitera pas moins de 17 pays africains du-

rant la période 2006-2007. La Chine est aujourd'hui de surcroît le pays qui a la plus grande représentation diplomatique (ambassades, consulats) sur le continent.

Si en 2000, la Chine déclarait lors du 1<sup>er</sup> Forum on China-Africa Cooperation (FOCAC): « *Countries, that vary from one another in social system, stages of development, historical and cultural background and values, have the right to choose their own approaches and models in promoting and protecting human rights in their own countries. Moreover, the politicisation of human rights and the imposition of human rights conditionalities on economic assistance should be vigorously opposed to as they constitute a violation of human rights* »<sup>4</sup>. Si, en 2004, Zhou Wenzhong, du ministère des affaires étrangères chinoises, déclarait encore à propos de la crise du Darfour : « *Business is business. We try to separate politics from business. Secondly, I think the internal situation in the Sudan is an internal affair, and we are not in a position to impose upon them* »<sup>5</sup>. La donne aujourd'hui tend à changer, le politique et l'économique étant liés. Aussi, si la politique officielle de la Chine est celle de la « non-ingérence »<sup>6</sup> en Afrique<sup>7</sup>,

1. Cité dans Glaser, B., Murphy M., « Soft Power with Chinese Characteristics », in McGiffert, C. (ed.), *Chinese Softpower and its implications for the United States : Competition and Cooperation in the 'Developing World'*, CSIS, March 2009, p. 15.

2. Cité dans Glaser, B., Murphy M., « Soft Power with Chinese Characteristics », in McGiffert, C. (ed.), *Chinese Softpower and its implications for the United States : Competition and Cooperation in the 'Developing World'*, CSIS, March 2009, p. 15.

3. Cité dans Wang, Y., « Public Diplomacy and the Rise of Chinese Soft Power », in *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, March 2008, p. 258.

4. « Beijing Declaration of the Forum on China-Africa Cooperation, 17 November 2000.

5. Cité dans Bosshard, P., « China's environmental Footprint in Africa », SAHA, in *China in Africa Policy Briefing*, n°3, April 2008, p. 5.

6. En raison de son histoire récente (le siècle d'humiliation), la Chine est méfiante envers toute ingérence ou interférence dans les affaires internes d'un Etat. D'autant plus que cela pourrait créer des précédents par rapport aux questions de Taiwan, Xinjiang ou Tibet.

7. Pour le Premier ministre Wen : « *We believe that people in different regions and countries, including those in Africa, have their right and ability to handle their own issues* ». (Cité dans W. Jiang, « China's Emerging Partnerships in Africa », in Rotberg, R.I. (Ed.), *China into Africa: Trade, Aid and Influence*, Washington DC, Brookings Institution Press, 2008, p. 55).

elle prend conscience qu'elle doit tenir compte de certaines réalités et donc exerce certaines pressions sur ses alliés soudanais et zimbabwéen. Elle a dès lors une attitude plus constructive que par le passé, la stabilité étant une précondition aux affaires économiques. Ce qui la pousse à également intervenir plus dans les affaires politiques des pays.

Pour mieux présenter sa politique, la Chine organise depuis 2000, tous les trois ans, le FOCAC<sup>1</sup>. Lors du forum en 2006, la Chine s'engagera en outre à créer le fonds de développement pour l'Afrique, doté de 5 milliards de dollars<sup>2</sup> et annoncera l'annulation de la dette pour un montant de 1,4 milliards de dollars<sup>3</sup>. Le président chinois s'engagera en outre à déployer 100 experts en agriculture ; à établir 10 centres de technologies agricoles ; à construire 30 hôpitaux ; à fournir 40 millions de dollars de subvention pour des médicaments anti-malaria, la prévention et centres de traitement ; à déployer 300 volontaires (*Peace Corps*) ; à construire 100 écoles en campagne ; à entraîner 15 000 professionnels et à doubler le nombre de bourses pour les étudiants africains (passer de 2000 à 4000 par an). Le *Beijing Action Plan* (2007-2009) sera la mise en pratique de ces engagements : dialogue politique (à un haut niveau), mécanismes de coopération et de consultation (au niveau judiciaire, au niveau des organisations régionales et subrégionales), coopéra-

tion économique (agriculture, énergie, sciences et technologies, entreprises), développement des infrastructures, éducation, santé, relations *people to people*, etc.

Suite à la quatrième conférence FOCAC de novembre 2009 en Egypte, la Chine a promis 10 milliards de dollars sous forme de prêts d'ici 2012. Outre cela, huit nouvelles mesures en faveur des pays africains ont été annoncées, dont les domaines du changement climatique et des sciences et technologies. La Chine s'est également engagé à proposer un tarif douanier zéro à 95% des produits des pays africains les moins avancés. Elle compte également renforcer sa présence dans le domaine agricole et le secteur de la santé et créer un fonds d'un milliard de dollars en faveur des PME et annuler la dette des pays les plus endettés. A l'issue du FOCAC, un nouveau plan d'action a été établi (2010-2012) afin d'atteindre les objectifs annoncés durant le sommet. Au final, le FOCAC traduit implicitement la confirmation de la défense de l'idéologie des cinq principes de la coexistence pacifique.

Les Instituts Confucius prolifèrent également sur le continent (Egypte, Kenya, Nigeria, Afrique du Sud, etc.). Le pays octroie encore de nombreuses bourses à des étudiants africains pour venir étudier en Chine. Ces bourses permettent de former des jeunes qui, une fois actifs dans la vie professionnelle, privilégieront les liens avec le pays qui les a formés. Accusée encore de non-respect de l'environnement et des règles d'investissement, la Chine s'est engagée en 2006 à imposer des règles de conduite à ses sociétés (les « neuf principes », dont le respect des droits des ouvriers locaux

1. Le premier aura lieu en 2000 et le second en 2003.

2. Cf. Supra

3. De manière générale, il est très difficile de déterminer l'importance de l'aide chinoise au continent africain. Les chiffres restent très opaques. Cf. pour plus de détails : Chaponnière, J.-P., « L'aide chinoise à l'Afrique : origines, modalités et enjeux », in *L' Economie Politique*, n°38, 2/2008, pp. 7-28.

et de l'environnement<sup>1</sup>, le soutien aux communautés locales, la transparence des contrats, etc.), ainsi qu'à respecter l'*Extractive Industries Transparency Initiative* (EITI)<sup>2</sup> et les principes d'Équateur (2008)<sup>3</sup>. L'*Eximbank* avait déjà adopté une politique de l'environnement en 2004, actualisée en 2007, qui établit que pour pouvoir bénéficier d'un prêt, une étude concernant l'impact sur l'environnement doit être faite avant que le projet puisse recevoir des fonds. D'autres organes chinois ont adopté des réglementations similaires. Il s'agit évidemment d'un pas dans la bonne direction, mais dans la pratique l'application de ces nouvelles règles n'est toutefois souvent pas exécutée.

Pékin joue à merveille de surcroît la carte historique, en faisant référence aux expéditions de Zheng He<sup>4</sup> et à la politique de non-colonisation. En 2005 dans le document *China's Peaceful Development Road*, il est écrit: « *It is an inevitable choice based on China's historical and cultural tradition that China persists unswervingly in taking the road of peaceful development. The Chinese nation has always been a peace-loving one. Chi-*

*nese culture is a pacific culture. The spirit of the Chinese people has always featured their longing for peace and pursuit of harmony. Six hundred years ago, Zheng He (1371-1435), the famous navigator of the Ming Dynasty, led the then largest fleet in the world and made seven voyages to the "Western Seas," reaching more than 30 countries and regions in Asia and Africa. What he took to the places he visited were tea, chinaware, silk and technology, but did not occupy an inch of any other's land. What he brought to the outside world was peace and civilization, which fully reflects the good faith of the ancient Chinese people in strengthening exchanges with relevant countries and their peoples. Based on the present reality, China's development has not only benefited the 1.3 billion Chinese people, but also brought large markets and development opportunities for countries throughout the world. China's development also helps to enhance the force for peace in the world* »<sup>5</sup>. La Chine est en outre convaincue que son histoire récente avec l'Afrique, dont les assises ont été construites à la Conférence de Bandung en 1955, forme les bases d'un partenariat stratégique fort. En jouant la carte des non-alignés sur le continent africain durant la Guerre froide, elle n'est pas aujourd'hui confrontée au passé troublant des puissances occidentales ou de la Russie. La Chine joue sur cette humiliation commune pour avancer ses pions, tout en voulant effacer cet affront. La Chine continue ainsi à insister sur son statut de pays en développement. Elle estime dès lors bénéficier, pour ces raisons, de fondements forts pour sa politique à l'égard du continent.

1. Pour un exemple des mesures concrètes prises lire : Bosshard, P., « China: Not the rogue dam builder after all? », April 1, 2010. ([http://pambazuka.org/en/category/africa\\_china/63527](http://pambazuka.org/en/category/africa_china/63527))

2. Lancé en 2002 par la Grande Bretagne, l'EITI consiste en la réalisation d'un audit indépendant des versements réalisés par les compagnies du secteur des matières premières et est comparé avec les recettes de l'Etat. Tout écart est synonyme de détournement. Une vingtaine de pays participent à cette initiative.

3. Principes établis pour surveiller et gérer les impacts sociaux et environnementaux des investissements étrangers.

4. Les expéditions de Zheng He vers les côtes africaines au 15ème siècle (Dynastie Ming) sont ainsi décrites non pas comme une politique impériale ou de conquête, mais bien comme un échange diplomatique et commercial.

5. *China's White Paper on Peaceful Development Road*, Section I, PRC State Council Information Office, December 22, 2005.

La diaspora chinoise joue également dans certains cas un rôle important. Par exemple sur l'île Maurice, il y a 30 000 chinois (3% de la population), mais quinze des 100 premières entreprises sont dans les mains des Chinois<sup>1</sup>. La présence chinoise en Algérie, estimée à 35 000 individus, fait qu'Alger a aujourd'hui son Chinatown. Beaucoup de petits commerçants chinois essaient en outre de maîtriser la langue du pays. A Kinshasa, ils apprennent par exemple à maîtriser le lingala.

Dans le prolongement de ce qui précède, la Chine recourt aussi au *soft power* pour avancer son agenda politique, en particulier à l'ONU. Son statut de membre permanent du Conseil de sécurité lui permet d'aborder tous les grands dossiers de politique internationale et d'être associée à leur règlement et dans ce contexte le soutien des pays africains n'est pas à négliger. La Chine se sert en contrepartie de sa place privilégiée pour soutenir politiquement certains pays africains. Jusqu'il y a peu, le Soudan bénéficiait du soutien de la Chine au Conseil de sécurité, en raison principalement des questions énergétiques et de la défense du principe de la non-ingérence dans les affaires internes d'un Etat (tâche d'huile qui pourrait avoir des effets néfastes à propos des dossiers de Taïwan, du Tibet et du Xinjiang). Comme dans d'autres régions du monde, elle exerce aussi des pressions sur les Etats qui continuent à reconnaître Taïwan<sup>2</sup>. Un exemple récent est la reprise des liens diplomatiques entre le Tchad et

la Chine, au détriment de Taïwan. Dans ce même contexte, elle tente d'influencer les pays africains, afin que ces derniers ne soutiennent pas la candidature du Japon ou de l'Inde au Conseil de sécurité en tant que membre permanent.

Un dernier domaine pris en compte par les autorités chinoises est l'infosphère. Par ce biais, la Chine veut améliorer son image et renforcer son poids médiatique et diplomatique sur la scène internationale. La télévision *CCTV*, l'agence de presse *Xinhua* et le *People's Daily*, pourraient chacun recevoir près de deux milliards de dollars pour accroître l'influence de la Chine dans le monde, ainsi qu'améliorer l'image de la Chine auprès des opinions publiques. *CCTV* offre déjà des services en français et en espagnol et d'ici peu en russe et en arabe. Elle a également l'intention de concurrencer *CNN* et *BBC*, en commençant une chaîne diffusant des informations 24 heures sur 24<sup>3</sup>. On peut encore mentionner le lancement de la revue *Afrique* en 2007, mensuel consacré aux informations sur l'Afrique et aux relations sino-africaines

Les idées, les connaissances, les normes, l'esprit s'amplifient aujourd'hui en raison des nouvelles technologies, ayant comme conséquence la naissance d'une vraie « noopolitik », par laquelle il faut selon Arquilla et Ronfeldt comprendre l'insistance sur « *le rôle du soft power informationnel dans la façon d'exprimer les idées, les valeurs, normes et l'éthique à travers toutes sortes de médias* »<sup>4</sup>.

1. Lafargue F., *La guerre mondiale du pétrole*, Ellipses, Paris, 2008, p. 143.

2. En date de 2009, quatre pays reconnaissaient encore Taïwan. Il s'agit du Burkina Faso, de la Gambie, de Sao Tomé-et-Principe et du Swaziland.

3. Lam, W., « Chinese State Media Goes Global: A Great Leap Outward for Chinese Soft Power? », in *China Brief*, Volume IX, Issue 2, January 22, 2009.

4. Ronfeldt, D., Arquilla, J., « The promise of noopolitik », in *First Monday*, Volume 12, number 8, August 2007.

Au XXI<sup>ème</sup> siècle les images, les signaux, etc. font partie intégrante de la panoplie des moyens mis à disposition pour défendre l'intérêt national d'un Etat. Et la République populaire de Chine le comprend de mieux en mieux. L'image devient un enjeu au service de la politique étrangère.

## 2. LA PRÉSENCE MILITAIRE

D'un point de vue militaire, Pékin envoie de plus en plus d'attachés militaires<sup>1</sup> et renforce ses relations de militaires à militaires. L'Afrique et la Chine coopèrent principalement dans les domaines suivants : le terrorisme, l'échange de renseignements, le crime organisé et le trafic de drogues. La Chine fait aussi des dons de matériels et vend différents types d'armement, mais cela reste assez limité par rapport aux autres puissances<sup>2</sup>. Entre 2003 et 2006, les ventes d'armes chinoises en Afrique correspondent à 15 % du total. Concernant l'armement lourd, elle vend principalement des avions de chasse (J-7, K-8 et Y-12) et se fait payer en général en matières premières. La Chine a signé des accords de fourniture de matériel militaire avec entre autres la Namibie, l'Angola, l'Erythrée,

le Zimbabwe<sup>3</sup> et le Soudan. La Chine forme également le personnel militaire de certains pays. Début 2010, à l'instar de la Belgique et des Etats-Unis, la Chine a par exemple renforcé sa coopération militaire avec la RDC, notamment dans le cadre de la formation des FARDC. Si la vente de matériel lourd est encore réduite, ce qui inquiète c'est la vente d'armes légères sur le continent africain par des sociétés chinoises comme Norinco. Les armes légères « *qui fournies à grande échelle* » se transforment « *en armes de destruction massive, comme dans la région des Grands Lacs ces quinze dernières années* »<sup>4</sup>.

Contrairement aux Américains et aux Français, la Chine n'a actuellement pas de bases militaires sur le continent africain. Cela étant, la mort d'ouvriers chinois, suite à des enlèvements, pousse la Chine à défendre ses intérêts économiques et aujourd'hui des sociétés de sécurité privées chinoises sont présentes au Soudan et probablement dans d'autres pays africains. Il est également intéressant d'observer que les contributions de forces chinoises aux opérations onusiennes se concentrent principalement sur le continent africain. Plus de 75% est déployé en Afrique. Tendence confirmée en 2008, puisque sur les 2000 casques bleus déployés les 9 premiers mois de 2008, 77% étaient basés en Afrique. Depuis 1992 la Chine a déployé 9 000 casques bleus et se trouve dans le Top 10 des plus grands contributeurs. Les forces déployées sont majoritairement des infirmiers, ingénieurs, et logisticiens, qui reconstruisent routes, aéro-

---

([http://firstmonday.org/issues/issue12\\_8/ronfeldt/index.html](http://firstmonday.org/issues/issue12_8/ronfeldt/index.html)); Ronfeldt, D., Arquilla, J., *The Emergence of Neopolitik: Toward An American Information Strategy*, Santa Monica, California, Rand corporation, 1999. ([http://www.rand.org/pubs/monograph\\_reports/MR1033/index.html](http://www.rand.org/pubs/monograph_reports/MR1033/index.html))

1. En 2007, il y avait des attachés militaires permanents que dans 15 pays.

2. Shinn, D., « Military and Security Relations: China, Africa, and the Rest of the World », in Rotberg, R.I. (Ed.), *China into Africa: Trade, Aid and Influence*, Washington DC, Brookings Institution Press, 2008, pp. 155-196.

3. La Chine a fourni des chars (Type 59 et 63), des véhicules de transport, des avions (J-7 et K-8).

4. Michel, S., Beuret, M., *La Chinafrique. Pékin à la conquête du continent noir*, Grasset, Paris, 2008

ports, ponts, etc. Aussi comme l'indique R. Levy : « *While these various enabling units are tasked mainly with supporting the mission and its peacekeepers' needs, experience shows that, in the process, many facilities, items of infrastructure, and services that benefit local populations are also being constructed and rehabilitated. It is in this aspect of peacekeeping—the soft-security portion of nation building and reconstruction—that the greatest opportunities lie for using soft power to promote China's wider national interests. Significantly, China's largest peacekeeping contributions in Africa—in Sudan, Democratic Republic of the Congo, and Liberia—are also where it has made large investments in natural resources and where stability, infrastructure, and good government-to-government relations will ultimately redound to its economic interest* »<sup>1</sup>. La Chine participe aux missions onusiennes au Soudan (UNMIS), au Sahara occidental (MINURSO), en Côte d'Ivoire (UNOCI), en Éthiopie-Erythrée (UNMEE), au Libéria (UNMIL) et en RDC (MONUC). La Chine a également octroyé 700.000 dollars à l'Union africaine pour ses opérations de maintien de la paix en Somalie en 2009.

Cette politique de séduction ne se borne pas uniquement au pouvoir civil, mais s'observe également dans les faits au niveau militaire. Comme le notera encore J. Nye : « *The military can also play an important role in the creation of soft power. In addition to the aura of power that is generated by its hard power capabilities, the military has a broad range of officer exchanges, joint training, and assistance programs with other countries*

*in peacetimes* »<sup>2</sup>. L'université de défense nationale chinoise accueille ainsi régulièrement des militaires des pays étrangers. 400 officiers étrangers obtiennent aujourd'hui leur diplôme dans des académies chinoises. De nombreux autres officiers séjournent dans le pays pour assister à des cycles de cours. La Chine a en outre établi des relations militaires avec près de 150 pays et a envoyé ses attachés militaires dans plus de 100 pays. La Chine participe de plus en plus à des exercices militaires communs<sup>3</sup>. Cette politique lui permet de récolter des informations sur le pays hôte, concernant ses installations, ses capacités et ses besoins. Rien qu'en 2004, il y aura plus de 100 échanges de programmes militaires. Cette ouverture n'est pas sans arrière-pensée, car sur le long terme cela permet d'établir des relations avec les pays dont sont issus ces officiers étrangers et par conséquent d'avoir un plus grand pouvoir d'influence.

### 3. CONCLUSION

Ce bref aperçu démontre que contrairement à une idée reçue la politique chinoise ne se réduit pas une empreinte économique, l'enjeu est également politique et militaire et s'inscrit dans le cadre de la redistribution du pouvoir au niveau systémique.

Pékin place ses pions sur le damier du jeu de Go en ayant recours à de nombreux moyens à sa disposition. Alors que la culture occidentale privilégie des jeux comme les échecs, qui postulent

1. Levy, R., « China's Peacekeeping Deployments in Africa », in McGiffert, C. (ed.), *Chinese Softpower and its implications for the United States : Competition and Cooperation in the Developing World*, CSIS, March 2009, p.38.

2. Nye, J., *Soft Power: The Means to Success in World Politics*, New Edition, Public Affairs (US), 2004.

3. Brookes, P., « China's Influence in the Western Hemisphere », in *Heritage Lectures*, n°873, April 19, 2005.

un affrontement direct visant la défaite de l'adversaire, la culture asiatique, en particulier chinoise, favorise une approche indirecte, le jeu de Go en étant l'exemple par excellence. Le succès ne s'y obtient pas d'un coup ou en vertu d'un déplacement ; il résulte d'une multitude d'actions aux objectifs variés. La

viçtoire ne se traduit pas par une domination incontestée mais plutôt par un partage avantageux du territoire. Ce qui importe dès lors est l'action indirecte. Pas à pas, la Chine place avec une industrie subtile ses pions sur le continent, sans que l'Afrique s'en rende toujours compte. ¶

